POINTS FORTS DE L'ARTICLE CHALLENGES DU 15 NOVEMBRE 2019

Fondée en 1979, l'entreprise s'est imposée comme le premier opérateur privé de la distribution d'imprimés publicitaires. Seulement elle perd plus de trente millions d'euros par an et se voit placer sous mandat ad hoc **en 2016. Le sort d'Adrexo est alors entre les mains du CIRI et notamment du cabinet du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron.**

L'offre formulée par "PPS" est jugée la meilleure par l'exécutif alors que plusieurs fonds se sont aussi positionnés. **« Les trois avaient un peu des profils de cow-boys… »**

Pour les trois hommes, le deal frise le jackpot. Ouest-France leur verse une soulte (somme payée par le vendeur à l'acheteur) de 65 millions d'euros pour faire face à la crise que connaît la société, efface une dette de 17 millions d'euros due par Adrexo à Spir Communication et fait cadeau du splendide siège de sa filiale à Aix-en-Provence qui est estimé à 10 millions d'euros – il a depuis été revalorisé aux alentours de 20 millions d'euros. De son côté, **l'État annule une dette Urssaf de 21 millions d'euros. En échange, les nouveaux dirigeants d'Adrexo s'engagent à ne procéder à aucun licenciement** dans les 2 ans.

En janvier 2017, Hopps (holding opérationnelle de "PPS") voit le jour. **Le trio**, qui entend faire de la nouvelle société un champion français en e-logistique **multiplie alors les acquisitions et… les soultes**. En 2018, le groupe perçoit ainsi 60 millions d'euros après le rachat de Dispeo, filiale logistique des 3 Suisses et 8 millions d'euros après celui d'ADS, autre société de e-commerce, vendue par le Japonais Rakuten. **En deux ans, Hopps aura ainsi perçu plus de 130 millions d'euros de cash**.

Ce trio de quinquagénaires, baptisé "PPS" en interne, a intégré en 2018 le classement des fortunes de Challenges et pointe avec 240 millions d'euros de patrimoine professionnel à la 368e position. Une réussite financière que les trois hommes ont bâtie en reprenant plusieurs actifs décotés de Spir Communication, la machine à cash du groupe Ouest-France. Valorisé 1,5 milliard d'euros dans les années 2000.

Frédéric PONS affirme au journaliste : "**Plutôt que de crier au loup, certains feraient mieux** de nous soutenir car notre groupe peut générer demain des milliards d'euros. Mais pour cela il faut **arrêter de nous mettre des bâtons dans les roues et de remuer la merde**".

Reste que **le rapport spécial d'alerte des commissaires aux comptes daté du 26 août 2019 est venu conforter les doutes de certains sur les finances** de la société. En relevant "l'existence d'une situation et de prévisions de trésorerie tendues au niveau de l'ensemble du groupe à court terme", KPMG et EY ont agité le spectre de la cessation de paiement. Selon nos informations, **Hopps a également obtenu de l'État la suspension de ses paiements Urssaf et TVA depuis le mois de février**

Et le journaliste de compléter : En attendant, **les trois actionnaires de Hopps sont en quête de liquidités. La banque Rothschild a ainsi été mandatée** pour trouver des investisseurs et des fonds comme Colony Capital ou le family office de **Patrick Drahi** ont été sondés. **Quant au CIRI, qui n'a pas souhaité répondre à nos questions**...